Cour d'appel, Versailles, 2e chambre, 2e section, 2 Mars 2017 – n° 14/08656

Cour d'appel

**Versailles
2e chambre, 2e section**

**2 Mars 2017
Répertoire Général : 14/08656**

X / Y

Contentieux Judiciaire

COUR D'APPEL

DE

VERSAILLES

Code nac : 20J

2e chambre 2e section

ARRET N°

CONTRADICTOIRE

DU 02 MARS 2017

R.G. N° 14/08656

AFFAIRE :

Latifa K. épouse B.

C/

El Hassan B.

Décision déferée à la cour : Jugement rendu le 14 Octobre 2014 par le Juge aux affaires familiales du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES

N° Cabinet : 05

N° RG : 11/10307

Expéditions exécutoires

Expéditions

délivrées le :

à :

Me Soulye Macodou F.

Me Karine R.

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LE DEUX MARS DEUX MILLE DIX SEPT,

La cour d'appel de VERSAILLES, a rendu l'arrêt suivant dans l'affaire entre :

Madame Latifa K. épouse B.

née le 08 Février 1969 à [...]

de nationalité Marocaine

[...]

[...]

Représentant : Me Soulye Macodou F., Plaidant/Postulant, avocat au barreau de VERSAILLES, vestiaire : 424 - N° du dossier 031214

(bénéficie d'une aide juridictionnelle Totale numéro 2014/017526 du 26/01/2015 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de VERSAILLES)

APPELANTE

Monsieur El Hassan B.
né le 02 Juin 1961 à [...]
de nationalité Française

[...]

[...]

Représentant : Me Karine R., Plaidant/Postulant, avocat au barreau de VERSAILLES, vestiaire : 301 - N° du dossier b.

INTIME

Composition de la cour :

En application des dispositions de l'article 786 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 09 Janvier 2017 en chambre du conseil, les avocats des parties ne s'y étant pas opposés, devant Madame Agnès TAPIN, Conseiller chargé du rapport.

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la cour, composée de :

Madame Odile BOUVENOT-JACQUOT, Présidente,

Madame Agnès TAPIN, Conseiller,

Madame Marie-Andrée BAUMANN, Conseiller,

Greffier, lors des débats : Madame Anna PANDIKIAN,

Greffier, lors du prononcé : Madame Claudette DAULTIER,

FAITS ET PROCEDURE,

Monsieur El Hassan B. et Madame Latifa K. se sont mariés le 26 février 2011 à CARRIERES SOUS POISSY (Les Yvelines), sans contrat de mariage préalable.

Aucun enfant n'est né de cette union.

Sur la procédure de divorce

Dans la procédure de divorce initiée par l'époux par une requête du 8 décembre 2011, le juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de VERSAILLES a, par ordonnance de non-conciliation du 19 avril 2012 :

- autorisé les époux à introduire l'instance en divorce,

- attribué la jouissance du domicile conjugal au mari, domicile constituant une location,

- fixé à 200 € la pension alimentaire mensuelle que le mari doit verser à son épouse au titre du devoir de secours.

Le 8 octobre 2012, Monsieur B. a assigné Madame K. en divorce sur le fondement de l'article 242 du code civil.

Par ordonnance sur incident du 3 mai 2013, le juge de la mise en état a débouté Monsieur B. de sa demande de suppression de la pension alimentaire.

Par arrêt du 16 janvier 2014, la cour d'appel de VERSAILLES a infirmé l'ordonnance du 3 mai 2013, et a supprimé à compter de l'arrêt la pension alimentaire due au titre du devoir de secours mise à la charge de Monsieur B..

Par jugement du 14 octobre 2014, le juge aux affaires familiales a :

- rejeté la fin de non-recevoir soulevée par Monsieur B.,

- rejeté la demande de sursis à statuer formée par Monsieur B.,

- prononcé aux torts partagés des époux leur divorce,

ordonné, en tant que de besoin, la liquidation et le partage des intérêts patrimoniaux existants entre les parties,

- dit que la liquidation des droits respectifs des époux se fera, si nécessaire, par le ou les notaires choisis par eux,

- dit qu'en ce qui concerne leurs biens le jugement prendra effet dans les rapports entre époux à compter du 10 novembre 2011,

- débouté Monsieur B. de sa demande de dommages et intérêts,

- débouté Madame K. de sa demande de dommages et intérêts,

- rejeté la demande d'exécution provisoire,

- débouté les parties de leurs demandes respectives formées au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

-partagé les dépens par moitié entre les parties et dit que ceux-ci seront recouvrés conformément à la loi sur l'aide juridictionnelle,

-rejeté toutes autres demandes plus amples ou contraires.

Le 3 décembre 2014, Madame K. a interjeté un appel total de cette décision.

Sur la procédure de nullité du mariage

Le 23 octobre 2013, Monsieur B. a assigné Madame K. devant le tribunal de grande instance de PONTOISE en nullité du mariage célébré le 26 février 2011 à CARRIERES SOUS POISSY.

Parallèlement, par jugement du 5 mai 2015, le juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de PONTOISE a :

-prononcé la nullité du mariage des époux,

-ordonné la mention en marge de leur acte de mariage,

-rejeté tout autre demande,

-dit que chaque partie conservera la charge de ses propres dépens.

Le 27 mai 2015, Madame K. a interjeté un appel total de cette décision du 5 mai 2015

Par arrêt du 10 octobre 2016, la cour d'appel de VERSAILLES a :

-confirmé en toutes ses dispositions le jugement, sauf à rectifier la date de naissance de Madame K., née le 8 février 1969 à OUJDA (MAROC),

Y ajoutant,

-condamné Madame K. à payer à Monsieur B. la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,

-rejeté les demandes plus amples ou contraires,

-condamné Madame K. aux dépens.

Sur les moyens et arguments des parties dans l'appel du jugement de divorce

Dans ses dernières conclusions du 30 mars 2016, Madame K. demande de :

-confirmer le jugement rendu le 14 octobre 2014 en ce qu'il rejette la fin de non recevoir soulevée par Monsieur B. et le sursis à statué formé par Monsieur B.,

-infirmer le jugement rendu le 14 octobre 2014 en ce qu'il prononce le divorce aux torts partagés des époux et en ce qu'il déboute Madame K. de sa demande de dommages et intérêts,

-prononcer le divorce d'entre les époux B. aux torts exclusifs de Monsieur B., conformément aux articles 242 et suivants du code civil, et statuer sur ses conséquences ci-après exposées :

-dire, sur le fondement de l'article 265 du code civil, que s'agissant des libéralités, les donations de biens présents sont irrévocables tandis que les dispositions à cause de mort sont révoquées de plein droit, sauf maintien volontaire, que s'agissant des avantages matrimoniaux, ceux qui prennent effets au cours du mariage sont maintenus tandis que ceux qui ne prennent effet qu'à la dissolution du régime ou au décès sont révoqués de plein droit, sauf maintien volontaire,

-condamner Monsieur B. à payer à Madame K. la somme de 10.000 € à titre de dommages-intérêts en réparation de son préjudice moral,

-débouter Monsieur B. en toutes ses demandes,

-condamner Monsieur B. à payer à l'avocat de Madame K. la somme de 2000 € au titre des frais qu'elle aurait exposés si l'aide juridictionnelle ne lui avait pas été accordée, sous réserve que celui-ci renonce à percevoir la somme correspondante à la part contributive de l'Etat,

-condamner Monsieur B. aux dépens.

Dans ses dernières conclusions en date du 20 décembre 2016, Monsieur B. demande de :

-infirmer la décision intervenue et à titre principal,

-déclarer irrecevable la demande de divorce devant les juridictions française compte tenu de l'annulation confirmée par arrêt du 10 octobre 2016,

-infirmer la décision intervenue et à titre très subsidiaire, vu les articles 242 et suivants du code civil, prononcer le divorce des époux aux torts exclusifs de l'épouse,

-infirmer la décision intervenue et vu l'article 1382 du code civil, condamner Madame K. à payer à Monsieur B. une somme de 10.000 € en réparation de son préjudice moral,

Y ajoutant,

-condamner Madame K. au paiement de la somme de 3000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi qu'aux dépens de première instance et d'appel.

L'ordonnance de clôture a été prononcée le 3 janvier 2017.

Pour un exposé plus détaillé des moyens et prétentions des parties, la cour renvoie à leurs écritures conformément à l'article 455 du code de procédure civile.

SUR CE LA COUR

Sur la recevabilité de la demande en divorce

Les pièces concordantes des dossiers et les diverses décisions judiciaires concernant les parties établissent les faits constants suivants.

Les parties se sont mariés au MAROC le 22 décembre 2010, puis le 26 février 2011 en FRANCE. Monsieur B. a déposé une requête en divorce en FRANCE le 8 décembre 2011, tandis que Madame K. déposait une même demande le 12 janvier 2012 devant le tribunal d'OUJDA au MAROC en domiciliant Monsieur B. au MAROC.

Le tribunal d'OUJDA a, par jugement du 19 mars 2012, en l'absence de Monsieur B., condamné celui-ci à payer à Madame K. une pension alimentaire mensuelle de 400 dirhams à compter du 1er octobre 2011, décision confirmée par la cour d'appel d'OUJDA le 19 août 2013 saisie par Monsieur B. qui demandait un sursis à statuer.

Parallèlement sur la procédure de divorce initiée en FRANCE, les juridictions françaises qui n'avaient pas connaissance de ces procédures au MAROC jusqu'au début de l'année 2013, ont rendu l'ordonnance de non-conciliation précitée, une ordonnance de mise en état le 3 mai 2013 qui a été infirmée par la cour d'appel de VERSAILLES le 16 janvier 2014 disant n'y avoir lieu au paiement d'une pension alimentaire mensuelle au titre du devoir de secours à Madame K., et enfin un jugement de divorce dont Monsieur B. a fait appel.

Une troisième procédure était également engagée en même temps que les deux autres (celle au MAROC et celle en divorce devant le juge aux affaires familiales de PONTOISE), par Monsieur B. qui a saisi le tribunal de grande instance de PONTOISE le 23 octobre 2013 d'une demande d'annulation du mariage célébré le 26 février 2011 à CARRIERES SOUS POISSY. Le tribunal a fait droit à sa demande par jugement du 5 mai 2015, confirmé par l'arrêt de la cour d'appel de VERSAILLES du 10 octobre 2016 aux motifs que selon l'article 147 du code civil, on ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier, et que ce texte n'excluant pas de son champ d'application l'hypothèse d'une seconde union contractée par les mêmes époux, il y avait lieu de prononcer la nullité du second mariage célébré le 26 février 2011.

Aucune partie ne conteste que cet arrêt du 10 février 2016 est exécutoire et définitif.

Cela étant posé, en droit, l'annulation d'un mariage est une nullité absolue, ce qui signifie qu'elle entraîne de manière rétroactive la disparition de tous les effets attachés au mariage, ainsi que de la procédure de divorce de ce mariage qui seront réputées n'avoir jamais existé.

Ainsi, en l'espèce l'annulation du mariage contracté en FRANCE le 26 février 2011 alors que la procédure de divorce n'a pas définitivement abouti, conduit nécessairement à infirmer le jugement déferé qui a prononcé ce divorce dès lors que le mariage annulé est réputé n'avoir jamais existé.

En raison de cette décision, il n'y a pas lieu d'examiner le divorce prononcé par le jugement déferé.

Sur les dommages et intérêts

Les deux parties fondent leurs demandes sur l'article 1382 du code civil, devenu 1240 du même code, qui peut s'appliquer à tout époux qui justifie d'une faute de l'autre et d'un préjudice, même s'il est lui-même fautif à un autre égard, l'objet de ce texte étant de permettre de réparer le préjudice causé par une faute qui a, par ailleurs motivé le divorce.

La cour d'appel peut statuer sur les demandes des parties fondées sur cet article en raison de sa compétence générale, et au motif que ces demandes ont un fondement indépendant du prononcé du divorce.

1° Sur la demande de Madame K.

Elle soutient avoir subi un préjudice psychologique certain du fait des agissements de Monsieur B. qui l'a agressée violemment et physiquement le 4 novembre 2011, la privait de nourriture, de téléphone, de télévision, l'a menacée de mort, lui interdisait de sortir du domicile conjugal, et ensuite d'y accéder l'obligeant ainsi à saisir le 115 pour dormir dans un hôtel du 10 au 14 novembre 2011 avant d'être hébergée par un oncle. Elle explique avoir été suivie par un psychologue depuis fin octobre 2011, puis un psychiatre, et avoir été hospitalisée d'urgence pour une crise d'angoisse le 10 janvier 2013, constituant le préjudice qu'elle a subi en raison de Monsieur B..

Contrairement à ce que déclare Monsieur B., il a porté des coups sur Madame K. le 4 novembre 2011 au cours d'une scène qui s'est déroulée le matin et l'après midi et s'est terminée par la venue des services de police qui l'ont d'ailleurs placé en garde à vue.

Il ressort du certificat médical du service UMJ des Yvelines du 8 novembre 2011 que Madame K. présentait « une excoriation croûteuse ponctiforme d'1 mm de diamètre, des maux de tête sans lésion céphalique, une anxiété nette avec des troubles du sommeil, des palpitations et des réveils nocturnes anxieux. » Le médecin lui a prescrit 1 jour d'ITT et a indiqué un « retentissement psychologique qui nécessite un examen psychiatrique » qui n'a pas été réalisé.

Le parquet de PONTOISE a classé sans suite la procédure.

A ces constatations objectives effectuées par un médecin s'ajoute la description de faits par une voisine des époux à CARRIERES SOUS POISSY qui ne sont pas sérieusement niés par Monsieur B.. Cette personne contre laquelle Monsieur B. a déposé une plainte pour faux le 9 octobre 2013, sans que la suite à celle-ci ne soit communiquée, a indiqué :

-que Madame K. lui avait demandé un jour « d'aller chercher une recharge pour son téléphone parce que Monsieur B. ne lui laisse pas les clefs du domicile, » et qu'elle « tremblait de tout son corps » parce qu'elle avait « peur qu'il sache » qu'elle était venue la voir ;

-que Madame K. était venue la voir un autre jour alors qu'elle « ne pouvait plus respirer », expliquant que son « mari l'avait malmenée » et qu'elle était au bord de l'évanouissement ;

-et qu'une troisième fois, elle est venue « paniquée chez elle », indiquant que Monsieur B. l'avait « laissée sans aucun moyen de communication fixe et portable, qu'elle n'avait plus de télévision, et rien à manger », et qu'elle lui avait dit également qu'il « l'avait abusée psychologiquement et sexuellement ». La voisine explique avoir appelé les pompiers vu l'état de Madame K. qui avait été emmenée à l'hôpital.

Ainsi, les constatations effectuées tant par le médecin, et la voisine qui concordent sur l'état de fragilité psychologique de Madame K. qui par la suite a été hospitalisée en urgence pour une crise d'angoisse aiguë liée à ses soucis conjugaux le 10 janvier 2013, établissent les faits commis par Monsieur B. qui a exercé des violences physiques et psychologiques sur son épouse, malgré le classement sans suite du parquet. Ces faits ont causé à Madame K. un préjudice physique, moral et psychologique, décrits précédemment, qui justifient de lui allouer en réparation 2000 € de dommages et intérêts que Monsieur B. est condamné à lui verser.

2 ' Sur la demande de Monsieur B.

Monsieur B. fonde sa demande de dommages et intérêts sur les griefs suivants dirigées contre Madame K. :

-son absence totale de participation à la vie familiale et l'absence d'intention matrimoniale,

-son comportement confinant à la maltraitance envers les enfants et un signalement calomnieux aux services sociaux du département,

-et sa dénonciation calomnieuse de Monsieur B. comme étant violent alors que sa plainte a été classée sans suite.

Monsieur B. soutient qu'il a subi un préjudice moral indéniable en raison de ces griefs, et que sa santé a été affectée par les événements que Madame K. lui a fait subir, se trouvant depuis avril 2012 régulièrement dans l'incapacité de travailler, et dans un état de dépression invalidante. Il ajoute enfin qu'à la suite de toutes les accusations infondées de Madame K., ses trois enfants issus d'une précédente union, et en résidence alternée, ont vu fixer leur résidence chez leur mère par jugement du 5 juillet 2012, avec un simple droit de visite et d'hébergement au profit du père.

Cela étant posé, force est de constater que le premier grief n'est nullement établi, Monsieur B. ne produisant aucune pièce justifiant de l'absence de participation de Madame K. à la vie familiale, et de son absence d'intention matrimoniale.

Ensuite comme l'indique justement le premier juge qui a annulé le mariage des époux, s'agissant du second grief, aucun élément ne démontre que Madame K. a pris l'initiative de faire un signalement aux services de l'enfance du département. Le rapport d'évaluation d'information préoccupante souligne l'intérêt de l'enquête diligentée par les services de l'action sociale qui a permis aux trois enfants de Monsieur B., issus d'une seconde union, de « mettre des mots sur la situation et de leur offrir un temps de parole, » de sorte qu'aucune faute de Madame K., ni aucun préjudice subi par Monsieur B. ne sont avérés.

Enfin, le dernier grief ne peut pas prospérer dès lors qu'il vient d'être vu que Monsieur B. a exercé des violences physiques et psychologiques sur son épouse, et que dès lors sa dénonciation n'était pas calomnieuse.

Ainsi, en l'absence de faits pouvant être reprochés à Madame K. sur le fondement de l'article 1382 du code civil, il convient de rejeter la demande de dommages et intérêts dirigées contre elle par Monsieur B..

Sur l'article 700 du code de procédure civile et les dépens

Certes Monsieur B. a engagé la procédure de divorce du mariage français et l'a poursuivie par assignation de Madame K., comme il l'a assignée en nullité du mariage français. Mais, celle-ci a interjeté appel des deux jugements annulant le mariage et prononçant le divorce, deux appels qui n'ont finalement pas aboutis, dont celui de la présente instance.

Il ne paraît pas inéquitable dans ces conditions de laisser à la charge de chaque partie les frais irrépétibles exposés au cours de la présente procédure. Elles sont toutes deux déboutées de leurs demandes formées de ce chef.

Cependant, Monsieur B. qui succombe partiellement dans l'instance, eu égard à sa condamnation au paiement de dommages et intérêts à Madame K., est condamné aux dépens qui seront recouverts conformément à la loi sur l'aide juridictionnelle.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par arrêt contradictoire, en dernier ressort après débats en chambre du conseil,

Vu l'arrêt rendu par la cour d'appel de VERSAILLES le 10 octobre 2016 confirmant en toutes ses dispositions le jugement du 5 mai 2015 du tribunal de grande instance de PONTOISE qui a prononcé la nullité du mariage de Monsieur El Hassan B. et de Madame Latifa K.,

INFIRME le jugement du 14 octobre 2014,

DECLARE sans objet la demande en divorce de Monsieur El Hassan B.,

CONDAMNE Monsieur El Hassan B. à verser à Madame Latifa K. des dommages et intérêts de 2000 € par application de l'article 1382 du code civil,

DEBOUTE les parties de toutes leurs autres demandes,

CONDAMNE Monsieur El Hassan B. aux dépens qui seront recouverts conformément à la loi sur l'aide juridictionnelle.

Prononcé par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

Signé par Madame Odile BOUVENOT-JACQUOT, Présidente, et par Madame Claudette DAULTIER, Greffier auquel le magistrat signataire a rendu la minute.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

Décision(s) antérieure(s)

❖ Tribunal de Grande Instance VERSAILLES Juge aux affaires familiales Cabinet : 05 14 Octobre 2014
11/10307